

Niger, un coup d'état contre la démocratie ?¹

« La maladie ne se guérit pas en prononçant le nom du médicament, mais en prenant le médicament ». Thomas Sankara

Le Niger est en proie à l'incertitude depuis le coup d'état du 26 juillet dernier. Seule Radio France Internationale (RFI) s'invite en tant que média étranger sur les ondes FM depuis que j'habite ici. Je ne sais si les informations qu'elle diffuse sont représentatives de ce qui est dit en général dans les médias français ou suisses, mais il me paraît important de briser certaines croyances.

Tout d'abord, ce putsch serait une attaque des militaires contre la démocratie. Mais de quelle démocratie parle-t-on ? Mes oreilles résonnent encore de tous les récits de fraude qui ont circulé pendant et après les dernières élections de décembre 2020 et février 2021, qui ont porté Mohamed Bazoum au pouvoir. Les détournements de fonds des deniers publics, des aides internationales, sont légion, sans que les auteurs ne soient jamais vraiment ou durablement inquiétés. Ceci ne concerne pas seulement le président Bazoum, mais la situation générale au Niger depuis de très nombreuses années. Dans la dernière grande affaire qui a secoué le Niger en janvier 2020, qui concernait l'équivalent de dix-huit millions cinq cent mille euros détournés du Trésor public pour du matériel militaire surfacturé, le gouvernement a assuré que les montants de ces surfacturations avaient été remboursés et que le matériel non livré était finalement arrivé à bon port. Mais le gouvernement s'est retiré de la partie civile pour cette partie de l'affaire. Et pour le reste, car il y a des soupçons d'une bande organisée au sein du Ministère de la Défense qui ferait de faux appels d'offres et de fausses factures, malgré l'assurance que toute la lumière serait faite, on n'en a plus entendu parler. Ceci dans le contexte d'un pays en guerre ; au sud-est et à l'ouest, le Niger doit se battre contre les djihadistes. La presse n'est pas pleinement libre. Il y a eu cette retentissante affaire d'un journaliste qui avait critiqué l'ancien président Mahamadou Issoufou. Son grand-père était burkinabé, son père et lui sont nés au Niger. On l'a déchu de sa nationalité nigérienne et il a dû retourner « chez lui », au Burkina, où il ne connaît presque personne. Ces exemples, connus, commentés, suffisent pour jeter un doute sur la démocratie au Niger.

A cette pseudo démocratie est associée l'image d'une junte militaire, qui, dans l'imaginaire collectif européen, est sanguinaire et malveillante. Or, le Niger a connu plusieurs régimes militaires et le peuple ne les craint pas. Le gouvernement le plus aimé et respecté des Nigériens est celui du général Seyni Kountché. Celui-ci prend le pouvoir par un coup d'état en 1974 et devient le président du Niger jusqu'à sa mort, en 1987, sous le titre de président du Conseil militaire suprême. De l'avis de tous, sauf bien sûr des quelques opposants qu'il a fait emprisonner, il a mené le Niger d'une main ferme, certes, mais il est aussi considéré comme l'homme qui a mis au travail les Nigériens, a fait régner l'ordre et a conduit le pays vers une amélioration des conditions de vie. Pas de votations sous son règne, mais pas de détournements de fonds non plus. Au contraire, une attention scrupuleuse à utiliser les ressources au mieux. Kountché était l'ami de Sankara et on aime raconter que les deux hommes se retrouvaient pour manger la pâte de mil avec « maloria », une sauce faite avec une herbe cueillie, plat très modeste connu dans toutes les familles.

Le président Mamadou Tandja, arrivé au terme de son deuxième mandat en 2009, fait voter une prolongation de trois ans de son deuxième mandat et une possibilité de se représenter une troisième fois. Il est renversé le 18 février 2010 par un groupe de soldats dirigé par Salou Djibo, qui devient président du Conseil pour la restauration de la démocratie et, à ce titre, dirige le pays. En compagnie de civils, il organise des élections et, en avril 2011, il transmet le pouvoir à Mahamadou Issoufou qui les a gagnées.

¹ Les opinions émises dans ce billet n'engagent que leur auteure et en aucun cas l'association Point d'appui.

Auparavant, Salou Djibo a fait remettre l'ancienne constitution en vigueur, avec deux mandats présidentiels de cinq ans.

Mais s'il n'y a pas de méchants militaires qui bouffent du démocrate, il est toutefois trop tôt pour dire ce que vaut le nouveau gouvernement du Niger. Un geste important à mettre à son actif toutefois, celui d'unifier le combat militaire contre les djihadistes avec les armées du Burkina Faso et du Mali, au lieu des trois frontières, ce que le président Bazoum, appuyé par la France, refusait.

Ce qui préoccupe aujourd'hui le pays, ce sont les sanctions économiques et les menaces de guerre lancées par la CEDEAO (Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest). Cette dernière, dirigée par le président du Nigéria voisin, fraîchement élu à la présidence de son pays comme à celle de la CEDEAO, a orchestré une riposte sans précédent contre le coup d'état au Niger. Aux yeux d'un grand nombre, la France est derrière la CEDEAO. Les sanctions économiques sont révoltantes. On sait que ce genre de sanctions touchent la population. Lorsque les pays européens et les Etats-Unis organisent des sanctions économiques contre la Russie à cause de l'agression en Ukraine, ce sont des puissances mondiales, riches, qui s'affrontent. L'effet boomerang qui s'est fait sentir sur les Occidentaux a pu être maîtrisé sans trop de dégâts. Mais il en va tout autrement ici. Ces sanctions mettent le Niger dans des difficultés insurmontables. En 2021, il est classé parmi les 10 pays les plus pauvres de la planète (590 \$ par habitant, 91'991 \$ en Suisse, soit 156 fois plus). Le trafic commercial nigérien est important dans le port de Cotonou. Comment le Bénin, tout aussi pauvre que le Niger, va-t-il supporter le manque à gagner qu'impliquent les sanctions qu'il a votées contre le Niger ? Cependant l'Algérie, la Libye, le Tchad, le Burkina Faso, le Mali ont rouvert leurs frontières avec le Niger. Mieux, la Guinée Conakry également, ce qui nous donne un accès à la mer, moins proche que Cotonou, mais moins loin qu'Alger.

La France, l'Union européenne, les Etats-Unis suspendent leur aide financière à l'état du Niger, qui en a besoin dans les derniers mois de l'année pour faire face à ses obligations budgétaires. Dans très peu de temps, si ce n'est maintenant déjà, les fonctionnaires, qui sont à peu près les seuls salariés du pays, ne seront plus payés. En plus de leur famille nucléaire, ils soutiennent *tous* la famille élargie. Pendant ce temps, le directeur d'Orano (France) au Niger, tenu de prolonger ses vacances en France à cause des frontières fermées, fait des annonces pour expliquer que sa compagnie continue d'extraire l'uranium à Arlit sans problème. Sur RFI on entend parler de la misère que doit subir le président Bazoum retenu dans son palais, à qui on a coupé l'électricité et le téléphone depuis qu'il a publié un article dans le Washington Post, appelant à une mobilisation internationale pour rétablir la « démocratie ». Le Nigeria fournit le Niger en électricité à hauteur de 70 % de ses besoins. L'électricité est coupée maintenant. A part la région d'Agadez et certains quartiers de Niamey, c'est presque tout le Niger qui doit se passer d'électricité, et donc de téléphone.

De leur côté, les militaires au pouvoir ont coupé RFI et France 24.

Dans son entier, l'Occident craint que le Niger se tourne vers la Russie. Mais bien sûr qu'il va le faire, les mesures de rétorsion le poussent à cela.

Il est certain que le sous-sol du pays, très riche, peut faire vivre, et même bien vivre tous les Nigériens. Il y a encore un très grand pas à faire pour y parvenir. Il faudrait que les Nigériens reprennent en main l'exploitation des richesses du sous-sol laissée à des entreprises étrangères, ou, au moins, que les contrats soient revus pour une meilleure répartition, gagnant-gagnant. Certains doutent que les Nigériens ont les moyens techniques pour ce faire. Mais le problème n'est pas dans la technique. Lorsqu'une entreprise suisse rencontre des problèmes techniques qu'elle ne peut résoudre, elle va chercher des compétences à l'étranger. Donc le Niger peut faire de même pour le travail pointu d'extraction et de transformation de l'uranium, de l'or, du pétrole, du phosphate, du charbon, de l'étain, etc.

Une autre légende circule, véhiculée par la France et les médias : les Africains auraient un sentiment antifrançais. Mais les Nigériens n'ont rien contre les Français, par contre ils en veulent à la politique française en Afrique. Les manifestants s'en sont pris à

l'ambassade de France à Niamey et au drapeau français, des symboles de la France, et non pas à l'intégrité des Français qui habitent à Niamey, ni à leurs maisons. Il en était de même au Mali et au Burkina Faso.

La démocratie, tous les Nigériens la souhaite. Mais pas les prétendues démocraties, comme celles que le Niger connaît, ainsi que bien d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Rappelons le Cameroun qui a le même président depuis 1982, le Gabon, où le père Bongo a été président de 1967 à 2009 et le fils depuis 2009. Toutes sont soutenues par la France. Mais une véritable démocratie est-elle possible dans ces pays ? Ou ce type de régime est-il réservé aux pays dominants, aux pays riches ? Si la démocratie se réalisait, il faudrait que l'Occident renonce à faire ses courses à bon marché dans les pays africains et sur le dos des Africains. Ce sont les Nigériens qui exploiteraient leur sous-sol et il faudrait payer l'uranium, l'or, le pétrole, aux prix des marchés. Et ainsi pour tous les autres produits de cette région d'Afrique.

Non contentes des sanctions économiques, la CEDEAO veut encore faire la guerre au Niger. Une guerre illégale selon l'Association des Juristes Africains. Une guerre que les Béninois ne veulent pas contre l'avis de leur président, car ce sont les frères des Nigériens. Un conflit que les Nigériens rejettent : les frontières héritées du colonialisme ont fait éclater des peuples sur plusieurs états. Il en va ainsi des Haoussa, qui sont au Sud du Niger (13 millions) et au Nord du Nigéria (48 millions). La CEDEAO, qui est donc une communauté *économique*, se pique de faire la guerre. Sans moyens. Mais la France est derrière, nous assure Madame Colonna, ministre des affaires étrangères.

Voilà 63 ans que le Niger a été proclamé indépendant et qu'il reste cependant sous influence française. Il est plus que temps que la France parte. Espérons que les militaires débarrassent le Niger des djihadistes et de l'ingérence française (et non des Français). Nous comptons sur le nouveau gouvernement pour remettre le pouvoir aux civils dès que possible. Dès lors, l'avenir appartiendrait aux Nigériens et ils en feraient ce qu'ils voudraient, ce qu'ils pourraient.

Agadez, le 7 août 2023

Sylvine Vuilleumier